

N° DP 23/997

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN TERRASSE COUVERTE ET SEMI-FERMÉE CONSENTIE A LA SARL CARLA - COMMUNE DE HYERES-LES- PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,

VU la délibération n°23/02/011 du 23 février 2023 portant adoption de la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain,

VU la demande formulée par la SARL CARLA visant à occuper le domaine public métropolitain,

CONSIDERANT que la SARL CARLA, représentée par Monsieur Cédric MULLER, Gérant, occupe un local sous l'enseigne « Le Prado » dont l'activité principale exercée est « bar, restaurant, vente à emporter », situé place de la Tour Fondue, Giens, à Hyères-les-Palmiers,

CONSIDERANT que l'objet de la demande d'autorisation d'occupation temporaire consiste en une terrasse couverte et semi-fermée d'une surface de 49,45 m² située sur le domaine public de la Métropole, pour une durée de trois ans, moyennant une redevance annuelle d'un montant de 4 880,71 € TTC,

CONSIDERANT que cette occupation dépend géographiquement du local de la Société et qu'il s'agit là d'une caractéristique particulière de la dépendance,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger dans ces conditions à l'obligation de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article L. 2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER l'autorisation d'occupation temporaire accordée à la SARL CARLA lui permettant d'occuper une emprise de 49,45 m² sur le domaine public métropolitain de la commune de Hyères-les-Palmiers, pour trois ans, moyennant une redevance d'occupation de 4 880,71 € TTC pour l'année 2023.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits seront inscrits au Budget principal 2023 (et suivants), section de fonctionnement, article n° 70323, opération 60101, service foncier.

La présente Décision sera

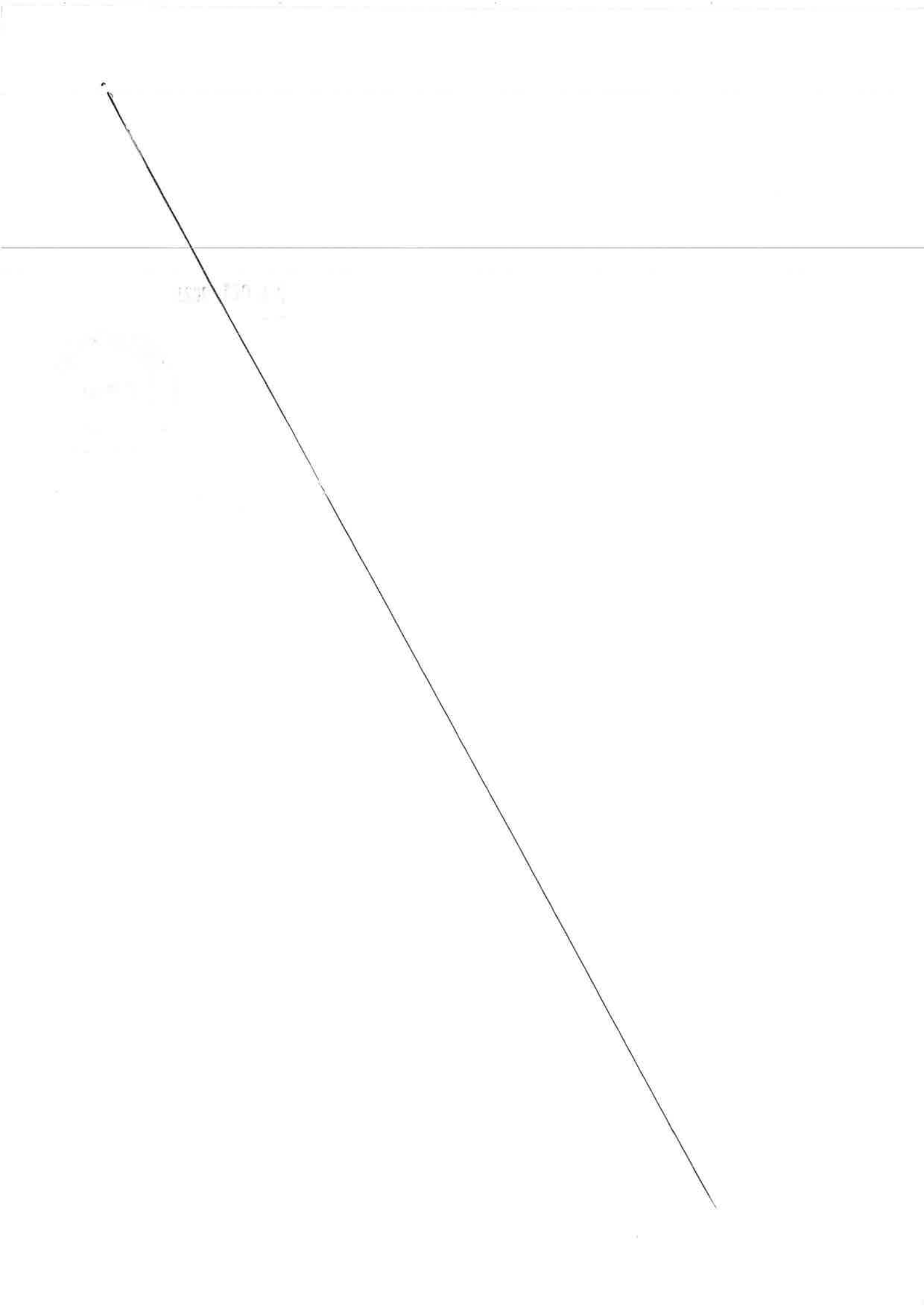
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 OCT. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN
TERRASSE COUVERTE ET SEMI-FERMÉE**

**CONSENTIE A LA SARL CARLA
COMMUNE DE HYERES LES PALMIERS**

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « la Métropole »,

D'une part

ET

La SARL CARLA, domiciliée place de la Tour Fondue, Giens, 83400 Hyères-les-Palmiers, sous l'enseigne « Le Prado », représentée par Monsieur Cédric MULLER, Gérant, et immatriculée sous le numéro SIRET 804 436 012 00012,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

EXPOSE PRÉALABLE

La SARL CARLA, représentée par Monsieur Cédric MULLER, Gérant, occupe un local sous l'enseigne « Le Prado » dont l'activité principale exercée est « bar, restaurant, vente à emporter », situé place de la Tour Fondue, Giens, à Hyères-les-Palmiers.

Pour l'exploitation de cette activité, la SARL CARLA occupe le domaine public métropolitain au droit de son établissement par l'implantation d'une terrasse couverte et semi-fermée.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent à autoriser la SARL CARLA à occuper le domaine public métropolitain. Il convient dès lors de conventionner afin de fixer les modalités d'occupation.

Dans la mesure où cette terrasse dépend géographiquement du local de la société et constitue donc une caractéristique particulière de la dépendance du domaine public, la Métropole Toulon Provence Méditerranée peut déroger à l'obligation de publicité et de mise en concurrence, conformément à l'article L 21-22-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La SARL CARLA, représentée par Monsieur Cédric MULLER, domiciliée place de la Tour Fondue, Giens, 83400 Hyères-les-Palmiers, sous l'enseigne « Le Prado », est autorisée à occuper une surface de 49,45 m² du domaine public métropolitain, en vue d'y installer une terrasse couverte et semi-fermée pour y exercer son activité de « bar, restaurant, vente à emporter ».

Cette autorisation d'occupation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité commerciale susmentionnée. Cette activité ne saurait être modifiée (par adjonction, substitution ou autre) sans accord exprès, écrit, de la Métropole.

ARTICLE 2 – DURÉE

La présente convention est consentie pour une durée de 3 (trois) années du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025.

La présente convention, de caractère précaire et révocable, ne saurait faire l'objet d'aucun renouvellement systématique, y compris par tacite reconduction.

ARTICLE 3 – CLAUSES FINANCIERES

1°/ Redevance

L'occupant versera une **redevance annuelle, payable d'avance, calculée et révisée chaque année**, selon la tarification des redevances d'occupation à vocation commerciale du domaine public métropolitain fixée annuellement par délibération de

l'Assemblée Délibérante de la Métropole et rapportés au nombre de mètres carrés occupés.

La **redevance annuelle d'occupation 2023** a été fixée à **4 880,71 € TTC (quatre mille huit cent quatre-vingt euros et soixante-et-onze centimes)**, calculée comme suit :

- Terrasse couverte et semi-fermée : $98,70 \text{ €/M}^2/\text{an} \times 49,45 \text{ m}^2 = \mathbf{4\,880,71 \text{ € TTC}}$

2°/ Impôts et taxes

Le bénéficiaire de la présente convention devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe foncière et d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

3°/ Modalités de règlement

Le bénéficiaire acquittera cette redevance auprès de la Trésorerie municipale de Toulon, à réception l'avis des sommes à payer. Les chèques devront être libellés à l'ordre du Trésor Public.

En cas de paiement par virement bancaire merci de bien vouloir indiquer l'intitulé suivant suivi du numéro de titre : « **MTPM RODP SARL CARLA** ».

En cas de retard dans le paiement de la redevance échue, elle portera intérêt de plein droit au taux légal de droit commun sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard : les fractions du mois seront négligées dans le calcul de ces intérêts.

ARTICLE 4 – CARACTERE PERSONNEL ET INCESSIBLE

La présente convention est souscrite à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom du bénéficiaire et d'une remise en état des lieux au 31 décembre 2025, dernier délai, dans les conditions fixées aux articles suivants.

Cette convention ne dispense pas son bénéficiaire du respect des règlements d'urbanisme, notamment en matière de délivrance de permis de construire, de déclaration préalable ou d'autorisation de travaux.

L'emplacement, objet de la présente convention, fait partie intégrante du domaine public. A ce titre, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas :

- se prévaloir de la propriété commerciale,
- mettre en gérance ou sous-louer l'emplacement,
- se prévaloir des dispositions des articles L. 145-1 à L.145-60 du Code de commerce.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 – TERRASSES COUVERTES ET DECOUVERTES

L'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation des terrasses couvertes et découvertes sans ancrage au sol relève de la compétence de l'autorité municipale dans le cadre d'un permis de stationnement.

A ce titre, le bénéficiaire pourra effectuer, auprès de la Mairie, une demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour l'implantation de mobilier ou de terrasse sans ancrage au sol.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'OCCUPATION

Le Bénéficiaire s'engage :

- à occuper les lieux conformément aux lois et règlements relatifs à son activité,
- à maintenir la parcelle, ses abords et installations en parfait état de propreté et d'entretien,
- à ne procéder à aucune extension sous peine de poursuite pour occupation sans titre du domaine public,
- à laisser un passage minimal d'1,40 mètre pour la circulation des piétons sur le trottoir dans le respect de la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- à se conformer à toutes les prescriptions générales et particulières données par les agents de Toulon Provence Méditerranée,
- à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la police, la sécurité et la tranquillité publique, et le cas échéant le code du travail,
- à respecter l'objet de l'occupation telle que déclarée et mentionnée à la présente convention, et dans des conditions de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la quiétude des habitants du voisinage,
- à être régulièrement inscrit au registre du commerce ou des métiers pour l'activité qu'il exerce et à respecter la réglementation en vigueur notamment en matière de bruit et d'hygiène alimentaire,

ARTICLE 7 – TRAVAUX

Cette convention n'est pas opposable et ne se substitue pas à la demande préalable d'autorisation individuelle d'implantation que devra impérativement déposer l'occupant auprès des services municipaux gestionnaires avant toute mise en œuvre d'une installation comportant emprise sur le domaine public.

Ce n'est qu'après avoir reçu un arrêté individuel portant autorisation d'implantation que l'occupant pourra mettre en œuvre son installation. Dans un délai d'un mois passé l'installation des nouveaux aménagements, l'occupant sollicitera une visite de conformité qui donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal de constat d'implantation.

Un constat de non-conformité de l'installation entraînera une mise en demeure de l'occupant. Une absence de prise en compte pourra provoquer la dénonciation par la Métropole, aux torts exclusifs de l'occupant de la convention d'autorisation d'occupation sans que cela ne puisse donner lieu à un quelconque dédommagement.

Il est ainsi impératif que l'occupant exploitant le domaine public se rapproche des services municipaux instructeurs en amont de toute démarche commerciale auprès de fournisseurs.

Cependant, l'obtention de ces autorisations d'urbanisme ne dispense pas l'occupant des accords préalables et écrits de la Métropole concernant la mise en œuvre de ces installations.

La Métropole ne saurait être recherchée comme responsable des conséquences économiques d'un éventuel refus d'installation pour non-conformité du projet.

En outre, dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation de la voirie, soit pour parfaire son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Dans ces éventualités, le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction des redevances pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudice commerciaux.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITES DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire de la présente convention devra souscrire une assurance responsabilité civile professionnelle le couvrant contre tous les risques pouvant survenir du fait de son installation et de ses activités sur le domaine public, de telle façon qu'en aucun cas la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne puisse être recherchée.

Cette assurance devra être souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable. Le titulaire du présent permis devra justifier de ce contrat et présenter une quittance des primes versées sur simple demande de l'administration.

Il fera également son affaire de l'assurance des matériels et installations lui appartenant. La Métropole ne pourra en aucun cas être tenue responsable des accidents ou des dégradations qui pourraient leur survenir.

Le contrat d'assurance devra préciser que le titulaire de la présente convention et son assureur renoncent à tous recours contre la Métropole en raison des dommages de toute nature causés aux tiers, aux usagers du domaine public, ou aux installations, quelle que soit la cause des sinistres.

ARTICLE 9 – RENOUVELLEMENT

Toute demande de renouvellement de convention doit obligatoirement faire l'objet d'un courrier adressé à Toulon Provence Méditerranée, Hôtel de la Métropole, Direction de l'Immobilier et du Foncier, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, deux mois avant la date d'échéance de la présente convention, soit le **30 octobre 2025** (cachet de la poste faisant foi).

Aucun renouvellement ultérieur ne sera consenti à un Bénéficiaire d'une autorisation ou convention d'occupation temporaire ayant fait l'objet d'une révocation ou d'une résiliation.

ARTICLE 10 – CESSATION

Toute cessation, ou cession de commerce, devra être signalée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Le bénéficiaire de la convention sera alors tenu de demander la résiliation de la présente convention. A défaut, il continuera d'être redevable des droits d'occupation.

La cessation de l'occupation implique obligatoirement le rétablissement des lieux en leur état initial par les soins et aux frais du Bénéficiaire (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). A défaut d'exécution, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui et à ses frais.

1°/ La cessation à l'initiative du bénéficiaire

A la demande du bénéficiaire, la cessation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception acceptée par la Métropole.

2°/ La cessation à l'initiative de la Métropole

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire, notamment :

- non-respect ou inobservation des obligations énoncées ci-dessus,
- non-paiement des redevances afférentes à l'occupation du domaine public,
- si le bénéficiaire n'est plus en possession des autorisations réglementaires exigées dans le cadre de son activité,
- est en situation de liquidation judiciaire ou condamnation pénale.

Cette résiliation intervient sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité. Elle est immédiate et ne préjuge pas des éventuelles poursuites contentieuses.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée peut procéder à la résiliation de la présente convention d'occupation temporaire pour cause d'intérêt général. Ce retrait intervient sur simple notification par lettre recommandée, avec accusé de réception, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

ARTICLE 11 – RECOURS

La présente convention peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 12 – INFORMATIQUE ET LIBERTES

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de

rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

SARL CARLA

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée,

Cédric MULLER

Jean-Pierre GIRAN

